



**Une occasion à saisir :
Servir les collectivités du Nord à l'heure du
protocole Internet**

Notes d'allocution de Michael Sabia

**Président et chef de la direction
de
Bell Canada Entreprises**

**Conférence Technologie 2004 de Contact North/*Contact Nord*
Sudbury (Ontario)
Le 10 juin 2004**

Merci Maxim (Jean Louis, président et chef de la direction de Contact North/*Contact Nord*). Je vous remercie de vos bons mots.

Je suis très heureux d'être ici avec vous aujourd'hui. Vous êtes nombreux et je suis vraiment très honoré.

Je suis particulièrement reconnaissant envers les maires des cinq principales municipalités du Nord de l'Ontario, soit ceux du Grand Sudbury, de North Bay, de Sault Ste. Marie, de Thunder Bay et de Timmins qui ont pris le temps de se joindre à nous aujourd'hui.

Quand je dis que c'est un plaisir d'être ici, ce ne sont pas de simples paroles. Pour moi, c'est l'occasion d'établir un contact personnel avec vous. Il est important pour moi de faire valoir que les affaires de la compagnie ne commencent pas et ne se limitent pas à Montréal, Toronto et Vancouver.

Nous avons tous des liens communs. Ceux de nos affaires communes. Dans chaque collectivité.

Nos affaires nous amènent à travailler avec des organismes comme Contact North/*Contact Nord*, qui eux aussi forgent des liens. Leur rôle : s'assurer que l'enseignement et la formation ne se heurtent pas à l'obstacle de la distance. Je les remercie donc de l'occasion qui nous est fournie ici.

Il y a un petit problème. Selon l'ordre du jour, il est clair que vous attendez une allocution portant sur la technologie. Pour moi, cela veut dire parler de gigabits par seconde, de DSLAM, DSL, ADSL, ATM, SRD, Wi-MAX, 1XRTT, 802.16, MPLS – un alphabet complet qui n'appartient à aucune des deux langues officielles.

Aussi fascinante que soit la technologie, je n'ai pas envie d'en parler.

Je préférerais parler de ce que nous pouvons faire avec la technologie. De son importance économique et sociale. De ce qu'elle signifie pour nos collectivités. C'est ce qui compte vraiment.

Par exemple, imaginez un écran de télévision et, sur cet écran, le visage d'un homme dont un médecin s'apprête à examiner la gorge. C'est vraiment ce que le médecin est en train de faire, sauf que le patient se trouve à Pond Inlet. Le médecin fait l'examen de la gorge par vidéoconférence... à partir de son bureau... à Iqaluit. Patient et médecin se trouvent loin l'un de l'autre, en kilomètres et en heures.

Ce n'est pas l'avenir. Ce n'est pas une promesse. C'est le présent. D'ici la fin de l'année, nous aurons étendu ce service à 25 collectivités du Nunavut.

Voici une autre image : une femme étendue sur une civière est amenée dans une salle d'opération à North Bay, près de chez elle. Au même moment, un chirurgien – un expert

mondial de l'affection dont souffre cette femme – se prépare pour l'opération. Il est cependant très loin de North Bay. Il se trouve dans son cabinet à Hamilton, prêt à guider un robot pour effectuer une chirurgie complexe à des centaines de kilomètres de distance.

Ni le patient ni le médecin n'a besoin de se déplacer. La qualité du traitement, cependant, est la plus élevée qui soit. Ceci, une fois de plus, nous le réalisons . . . maintenant.

Voilà deux épisodes qui humanisent la promesse de la technologie.

Chez Bell, nous croyons en cette promesse. Nous croyons au potentiel des technologies de communications pour aider le Nord à relever les défis nombreux et uniques qui se posent à lui.

Pour bâtir des collectivités solides et bien structurées. Pour aider leurs membres et leurs enfants à s'offrir une meilleure qualité de vie.

C'est de cela que je veux parler aujourd'hui.

Aider à bâtir des collectivités est une tâche que nous, chez Bell, prenons très au sérieux. Nous faisons partie de cette collectivité depuis plus de 100 ans. En fait, notre premier bureau a été ouvert en avril 1902, dans l'arrière-boutique de la pharmacie de Herbert Young, à moins de 300 mètres d'ici, au coin des rues Cedar et Durham. C'était 28 ans avant que cette ville ait ses lettres patentes.

Nous avons travaillé très fort depuis pour aider à bâtir cette collectivité.

C'est notre façon de faire des affaires. Aujourd'hui et demain, un partenaire de votre collectivité.

Et quand je dis votre collectivité, je ne pense pas uniquement à la grande région de Sudbury ou au Nord de l'Ontario. Je pense au Nord avec un N majuscule, d'un océan à l'autre... et à l'autre.

Quand on y réfléchit, tous les Canadiens sont des habitants du Nord. Des gens qui composent tous les jours avec des situations inconnues dans d'autres pays. Des pays où la population est plus dense. Des pays où l'étendue géographique est moins vaste. Des pays où l'été ne se limite pas à deux mois de mauvais ski.

Vous connaissez les enjeux encore mieux que moi. La distance. Le manque de diversification économique. Un nombre limité de personnes devant se partager le coût élevé des services. Des collectivités parfois dévastées par le départ du principal employeur de la région qui ne peut poursuivre ses activités.

Des jeunes gens intelligents et pleins d'énergie qui vont ailleurs chercher l'éducation et les emplois qu'ils désirent et profiter des avantages qu'ils ne trouvent pas ici. Pour bâtir leur carrière et leur famille. . . loin de chez eux.

Des collectivités qui, trop souvent, se retrouvent de l'autre côté du fossé numérique. Incapables d'attirer les travailleurs et les emplois dont elles ont besoin pour se renouveler. Incapables d'offrir aux filles et aux garçons qu'elles ont vu naître cette gamme d'opportunités que d'autres Canadiens tiennent pour acquise.

Oui, il y a des défis à relever. Mais il se passe également beaucoup de choses dans cette région, des choses importantes, excitantes.

- La première Faculté de médecine en Ontario, après plus de 30 ans de développement, voit le jour avec des campus à Laurentian et Lakehead. Ces campus sont connectés grâce à une technologie qui permet le partage des connaissances.
- Contact North/*Contact Nord* – un projet dont la portée s'étend à plus de 100 collectivités. Plus de 15 000 inscriptions à des cours. Un taux de croissance qui dépasse les 10 %.
- Le eDOME de Cambrian College qui fournira par voie électronique de l'enseignement et de la formation modulaire à distance, possiblement partout dans le monde.
- Neureka! Le Northern Centre for Biotechnology and Clinical Research.
- À Lakehead, le Advanced Technology and Academic Centre, équipé de laboratoires de recherche de pointe et de classes intelligentes.

Autant de signes d'une collectivité, d'une région résolue à réinventer son avenir.

Le changement que connaît le secteur des communications s'intégrera étroitement à vos besoins . . . et, surtout, à vos aspirations.

Grâce à ce changement, les gens du Nord ne seront plus obligés de se contenter de ce qu'ils ont.

Il est évident que la technologie n'est pas une panacée. Cependant, les technologies des communications ont un rôle important à jouer dans la création des opportunités . . . sans égard à la géographie. En aidant les collectivités à se bâtir et à se rebâtir.

Nous le constatons déjà. Bell Canada, à elle seule, ne cesse de multiplier ses projets.

Exemple : de concert avec Industrie Canada, nous étendons le service Internet haute vitesse à 10 collectivités des Premières nations dans la région de Fort Frances.

Exemple : notre collaboration avec des filiales comme Northern Tel et des collectivités comme North Bay, Sault Ste. Marie et Timmins pour diversifier leurs bases d'emplois en attirant d'importants centres d'appels . . . et des centaines d'emplois intéressants dans le Nord.

Exemple : Northern Genesis. De concert avec Connect Ontario et trois partenaires locaux, nous bâtissons un portail Internet communautaire pour un groupe de collectivités comprenant Thunder Bay, Dryden, Manitouwadge et Marathon.

Exemple : notre participation au réseau Ontario Research and Innovation Optical Network, en abrégé ORION – qui assure une recherche collaborative en temps réel entre tous les collègues, universités et organismes de recherche de l'Ontario et avec leurs collègues dans le monde.

Et il y en a beaucoup d'autres. En fait, il se passe déjà beaucoup de choses aujourd'hui pendant que nous nous efforçons d'utiliser les technologies des communications pour aider à bâtir les collectivités.

Demain, l'évolution technologique continuera de transformer notre paysage sectoriel. Et dans plusieurs cas, le Nord – libéré des réseaux dépassés – pourra passer directement aux technologies les plus intelligentes, les plus simples et les plus évoluées.

Je parle du protocole Internet ou IP, qui est en train d'émerger et de devenir la lingua franca des communications de notre génération. Le protocole IP permet de relier n'importe quel dispositif à n'importe quel autre pour livrer n'importe quelle information dans n'importe quel format...voix... données... vidéo. Essentiellement sur un même réseau.

Supposons que vous avez un commerce de détail ici à Sudbury. Vous avez actuellement 10 lignes de communication distinctes partant de votre immeuble. Deux lignes de télécopieur, quatre caisses enregistreuses, trois lignes PBX et une ligne d'accès à Internet.

Dans un monde IP, tous ces éléments passent par un seul routeur et un modem haute vitesse. Une configuration beaucoup plus simple. Des fonctionnalités beaucoup plus grandes, y compris des fonctions Internet multimédias. Et des économies pouvant atteindre 40 % sur le plan de la productivité.

Si vous voulez étendre votre marché à l'échelle régionale, nationale et même mondiale, la technologie IP offre de nouveaux moyens interactifs de présenter vos produits sur le Web.

Le champ des possibilités est évidemment loin de se limiter au commerce. La technologie IP va fondamentalement changer notre façon d'interagir les uns avec les autres, d'apprendre, d'obtenir des soins et même... de nous divertir.

La technologie Voix sur IP de Bell est déjà en vigueur à l'Université Laurentienne. Des professeurs utilisent ce nouveau mode de communication avec leurs étudiants, peu importe la distance. Et les étudiants trouvent des façons innovatrices de faire de la recherche... et de collaborer.

La technologie IP offre une grande gamme de possibilités. Dans le domaine des soins de santé, l'examen de la gorge par vidéo entre Pond Inlet et Iqaluit pourrait bien devenir la norme. La même chose pour la chirurgie télérobotique. Des traitements tout à fait efficaces... accessibles n'importe où.

Imaginez ce que la technologie IP pourrait faire pour la qualité de vie de nos collectivités nordiques. Une technologie plus simple, plus intelligente. Les enfants pourraient voir leur communauté sous un nouveau jour, soit comme un endroit où ils pourraient faire les études désirées... accéder à divers emplois... habiter et élever leur famille.

La technologie IP réserve autant de perspectives intéressantes aux administrations publiques, car elle propose des moyens beaucoup plus efficaces et rentables d'offrir des services aux citoyens et d'interagir avec eux.

En fait, à l'avenir, ne pas pouvoir accéder à la technologie IP sera comme se priver de service téléphonique aujourd'hui. La technologie IP a ce pouvoir de transformation. Cette grande force.

Mais... il y a toujours un « mais », n'est-ce pas?... il y a un ou deux obstacles.

Le premier touche la réglementation. La technologie IP crée un marché unique et concurrentiel. En effet, les compagnies de téléphone, les câblodistributeurs, les fournisseurs de service Internet, de service satellite et d'accès fixe sans fil, et même les services publics d'électricité, offrent des services semblables.

C'est une bonne nouvelle. Le choix s'en trouve accru. Et le pouvoir passe entre les mains du consommateur, ce qui devrait toujours être le cas.

Mais notre organisme de réglementation envisage sérieusement d'appliquer à cette toute nouvelle réalité les vieilles règles régissant les télécommunications. Mais cela ne fonctionnera pas. Car cela risque de ralentir un secteur qui, au cours de la dernière décennie, a contribué à la hausse de productivité de notre économie dans une proportion de 60 %.

Le moment est venu d'adapter le cadre réglementaire à la nouvelle réalité du secteur des télécommunications, qui constitue l'un des plus grands succès du Canada. Pour les décideurs, cela doit devenir la priorité.

Le deuxième frein aux possibilités qu'offre la technologie IP, c'est l'accès – ou plutôt l'absence d'accès, particulièrement pour ceux qui vivent dans le Nord.

Le monde de la technologie IP repose sur l'accès Internet haute vitesse et le service à large bande. Autrement dit, tant que chaque collectivité du pays n'aura pas accès à un service Internet haute vitesse, nous ne pourrons pas matérialiser toutes les promesses de la technologie IP. Nous ne pourrons pas offrir ce dont les Canadiens ont besoin.

Évidemment, nous savons que, au fédéral comme au provincial, il existe déjà des projets très valables qui visent à étendre le service large bande aux localités éloignées.

Pour notre part, nous continuons d'investir pour respecter notre engagement envers les régions nordiques. Par exemple, depuis deux ans, Northwestel travaille en étroite collaboration avec le gouvernement du Yukon pour étendre la zone de couverture du service large bande. Aujourd'hui, grâce à plusieurs technologies combinées, notamment l'accès fixe sans fil, nous avons étendu l'accès Internet haute vitesse à plus de 90 % des foyers du Yukon – soit un taux de pénétration parmi les plus élevés au pays.

Nous sommes aussi l'entrepreneur principal pour le projet SuperNet du gouvernement de l'Alberta, qui branchera les 422 collectivités de la province à un réseau optique de pointe.

Malgré cela, à la fin de l'année prochaine, plus de 1 700 collectivités au pays n'auront toujours pas accès au réseau large bande.

De trop nombreuses collectivités seront donc encore du mauvais côté du fossé numérique. Nous croyons que nous pouvons faire encore plus, et plus rapidement, parce que l'univers IP est en pleine émergence.

Nous élargissons donc notre engagement.

Plus tôt cette année, nous avons soumis au CRTC un programme de trois ans qui vise à étendre notre service large bande à plus de 1 000 collectivités rurales et éloignées sur notre territoire. Au coût d'environ 150 millions \$, ce projet s'ajoute aux plans fédéraux et provinciaux existants. Il cible des collectivités qui n'obtiendraient pas ce service sans une certaine forme d'incitation.

La première année – l'an prochain, si nous recevons l'approbation – nous étendrons le service large bande à 70 000 autres lignes, dont près de 20 000 dans les collectivités des Premières Nations.

D'ici un mois environ, Télésat, une autre entreprise BCE, lancera un satellite – Anik F2 – afin d'offrir un accès Internet haute vitesse de pointe partout au pays – d'un océan à l'autre.

Ce satellite vise surtout à couvrir des régions qui ne pourraient pas autrement être bien desservies par la technologie terrestre. Compte tenu du temps nécessaire aux essais, nous prévoyons offrir des services aux entreprises et aux consommateurs d'ici octobre.

Ces projets sont emballants. Mais ils ne représentent qu'une partie du tableau. Nous devons aussi établir des partenariats plus solides avec les secteurs privé et public. Des partenariats coordonnés et ciblés.

Ce sont là les fondements des collectivités. Des partenariats qui mobilisent tout le savoir-faire et le dynamisme qui existent : élus municipaux, paliers supérieurs des administrations publiques, activistes locaux et entreprises privées.

Je crois qu'ici, dans cette salle, nous avons tous les éléments qu'il faut pour établir un tel partenariat. Voilà pourquoi aujourd'hui, je demande à Terry Mosey, haut dirigeant de Bell ayant une vaste expérience, de travailler à la réalisation d'une idée importante de Contact North/*Contact Nord*. Le mandat : organiser une conférence nationale des collectivités du Nord qui se penchera sur la question de l'accès aux technologies. De tous les points de vue possibles.

Et il faut le faire sans attendre. Ce sera l'occasion idéale d'établir un ensemble précis de priorités... d'actions... que le Nord pourra présenter à notre gouvernement, et ce, rapidement... d'ici au premier trimestre de 2005.

Monsieur Mosey est le président du Conseil de Northwestel et de Northern Tel. Il connaît la région... il connaît les télécommunications. Le mandat qui lui est confié sera exécuté.

Nous savons bien qu'une seule conférence ne suffira pas. Mais elle constitue un pas en avant très concret.

Aucune personne ou entreprise, aucun ministère ou groupe d'intérêt local n'a toutes les réponses. Mais ensemble... qui sait à quoi nous pourrions arriver? Parce que nous sommes tous des gens du Nord... et que nous avons déjà surmonté de plus grands obstacles.

Mesdames et Messieurs, j'ai parlé de l'engagement de Bell. Ce n'est pas un vœu pieux.

Nous espérons que vous en verrez quotidiennement la matérialisation dans vos collectivités, sous diverses formes. Par l'intermédiaire de personnes comme Guy Brunet, que la Chambre de commerce du Grand Sudbury vient d'honorer en lui remettant le prix Employé exceptionnel de l'année.

Guy est l'un de nos techniciens qui ont participé, à l'Université Laurentienne, à l'installation du service Voix sur IP, l'une des plus importantes en Amérique du Nord. Et comme dans tout programme innovateur, il y a eu des problèmes... beaucoup de problèmes.

Monsieur Brunet a su relever le défi. Même lorsqu'il a appris, au milieu du projet, qu'il devait subir une chirurgie majeure, il est resté à son poste, et ce, jusqu'au jour de son opération.

Voilà l'engagement... le dévouement dont je parle. Non pas seulement le dévouement de nos employés envers notre entreprise, mais bien leur dévouement envers leurs clients... envers leurs collectivités.

C'est bel et bien simple : il s'agit de servir les clients... de les relier au monde.

De travailler en partenariat avec vous. De contribuer à bâtir nos collectivités du Nord.

Merci. Thank you.